

Brochure n° 3256

**Convention collective nationale**

IDCC : 1589. – **MAREYEURS-EXPÉDITEURS**

---

**ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2006**  
**RELATIF À LA CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE PROSPECTIF**  
**DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS**

NOR : *ASET0750003M*

IDCC : *1589*

---

**PRÉAMBULE**

Le présent accord s'inscrit dans le cadre conventionnel, légal et réglementaire résultant de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 5 décembre 2003, et notamment son article 7.6, et de la loi du 4 mai 2004, lesquels prévoient la création d'observatoires prospectifs des métiers et des qualifications pour accompagner les entreprises dans la définition de leurs politiques de formation et les salariés dans l'élaboration de leurs projets professionnels.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des mareyeurs-expéditeurs.

**Article 2**

*Missions et objectifs de l'observatoire prospectif  
des métiers et des qualifications*

L'observatoire prospectif des métiers et des qualifications est un outil de veille au service de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle de la branche professionnelle.

Il doit accompagner les représentants de la CPNEFP et les entreprises de la branche professionnelle dans la définition de leurs politiques de formation et les salariés dans l'élaboration de leurs projets professionnels.

Sa vocation est de donner des éléments d'information relatifs aux métiers et aux qualifications de la branche à la CPNEFP, objectifs et actualisés, et d'apporter aux acteurs de la formation professionnelle des éléments de connaissance quant à l'avenir des métiers et des qualifications de la branche.

Pour ce faire, l'observatoire recense, centralise et analyse les informations quantitatives et qualitatives relatives à 4 champs d'observation dans la branche professionnelle :

- évolutions économiques et technologiques ;
- devenir de l'emploi ;
- perspectives démographiques ;
- offre de formation initiale et professionnelle.

Ce travail d'analyse débouche sur l'établissement d'un diagnostic quant à l'évolution quantitative des indicateurs analysés et sur la construction de scénarii prospectifs.

L'observatoire peut également réaliser ou faire réaliser par les fédérations d'employeurs ou par des prestataires externes des enquêtes prospectives sur les besoins à court ou moyen terme des entreprises en termes de qualifications et de formation, ainsi que sur les facteurs économiques et organisationnels susceptibles d'influer sur ces besoins et sur les pratiques de gestion de ressources humaines au sein des entreprises.

Ces travaux, enquêtes et analyses sont conduits sur la base d'un cahier des charges et d'un budget de fonctionnement défini par le comité paritaire de pilotage (CPP).

La compétence de l'observatoire est nationale.

Toutefois, en fonction des priorités de la branche, des analyses pourront être conduites sur un plan local ou européen.

### **Article 3**

#### *Comité paritaire de pilotage (CPP)*

Les travaux de l'observatoire sont conduits par un comité paritaire de pilotage (CPP).

### **Article 3.1**

#### *Composition*

Le comité paritaire de pilotage (CPP) est composé de représentants des organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives au plan national.

Au sein du collège salariés, chaque organisation syndicale de salariés désigne un membre titulaire et un membre suppléant.

Le collège employeurs désigne un nombre égal de membres titulaires et suppléants.

Chaque collège est composé d'un nombre égal de représentants.

Le nombre et le mode de désignation des membres relève de la responsabilité de la CPNEFP.

Les membres du CPP sont désignés pour 2 ans. Leur mandat est renouvelable.

## **Article 3.2**

### *Présidence*

La présidence est alternative. Tous les 2 ans, il est procédé à l'élection du président par la commission. Le premier président sera désigné par tirage au sort.

La présidence est complétée par une vice-présidence issue du collège opposé au collège d'appartenance du président.

## **Article 3.3**

### *Fonctionnement*

En cas d'empêchement d'un membre titulaire, le membre suppléant est convoqué et destinataire des documents dans les mêmes conditions que pour les membres titulaires.

En cas d'impossibilité de siéger du titulaire et de son suppléant, le titulaire peut donner pouvoir au membre du comité de son choix.

Peuvent participer aux réunions, à la demande du CPP et autant que de besoin, les experts ou consultants ayant en charge la réalisation d'études pour le compte de l'observatoire, ainsi que toute personne invitée (représentant d'OPCA...).

## **Article 3.4**

### *Majorité*

Le comité ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des membres de chacun des collèges est présente ou représentée.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, le comité de pilotage est convoqué à nouveau dans un délai de 1 mois et peut délibérer sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité relative, appréciée, en fonction des membres présents ou dûment représentés, tous collèges confondus.

En cas de partage des voix, les différents avis seront transmis en l'état à la CPNEFP.

## **Article 4**

### *Remise des travaux de l'observatoire*

Le CPP transmet à la CPNEFP un compte rendu de chacune de ses réunions, le résultat de ses analyses, travaux et études ainsi qu'un bilan annuel de ses activités.

## **Article 5**

### *Diffusion des travaux de l'observatoire*

Sous la responsabilité de la CPNEFP, les résultats des analyses menées par l'observatoire, les conclusions et recommandations qu'en tire le CPP en

matière de priorités de formation professionnelle sont mis à la disposition des chefs d'entreprise, des instances représentatives du personnel et des organismes compétents du secteur d'activité.

Ces travaux peuvent être rendus publics, en tout ou partie, sur décision du CPP ou de la CPNEFP.

## **Article 6**

### *Financement des travaux de l'observatoire*

Le financement de l'observatoire sera assuré sur les fonds mutualisés au titre de la professionnalisation au sein de l'OPCA désigné par la branche, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'à l'accord formation professionnelle de la branche mareyeurs-expéditeurs du 26 janvier 2006, article 10.

## **Article 7**

### *Assistance technique, humaine, logistique de l'OPCA*

Par voie de convention précisant les modalités de mise en œuvre d'une assistance, l'observatoire pourra recourir aux moyens techniques, humains, logistiques mis à disposition par l'OPCA désigné par la branche.

## **Article 8**

### *Révision et dénonciation*

Le présent accord pourra être révisé par les signataires, dans les conditions prévues par l'article L. 132-7 du code du travail.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues à l'article L. 132-8 du code du travail.

## **Article 9**

### *Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de la date de sa signature.

## **Article 10**

### *Communication de l'accord*

Les organisations professionnelles signataires s'engagent à informer les structures adhérentes de la signature du présent accord.

## **Article 11**

### *Dépôt*

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt auprès de la direction départementale du travail et du conseil de prud'hommes et d'une demande d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 19 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

UMP ;  
SNSSP.

**Syndicats de salariés :**

FGTA-FO ;  
Fédération des services CFDT ;  
CFTC-CSFV ;  
FNAA CFE-CGC.